

le prolétaire

ORGANE MENSUEL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (PROGRAMME COMMUNISTE)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI	* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; * La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; * La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.	NOVEMBRE 1969 — 7 ^{me} ANNEE — N° 70		Le numéro
		Abonnement de soutien	10 F - 100 F.B.	0,50 F - 5 F.B.
		Abonnement annuel	5 F - 50 F.B.	
		LE PROLETAIRE	B.P. 375 MARSEILLE - Colbert	C.C.P. 2202 22 MARSEILLE

Le P. C. F., les jeunes et le gauchisme

« Gagner la jeunesse au combat pour la démocratie et le socialisme », tel était l'argument du rapport de René Piquet lors de la réunion du Comité Central du P. C. F. du 14 octobre dernier. Si nous nous arrêtons sur le compte rendu qu'en donne "L'Humanité" du 15 octobre, c'est moins pour discuter son audience éventuelle auprès des jeunes que pour dénoncer sa signification générale contre-révolutionnaire à l'usage du prolétariat.

Le comportement politique à venir de la jeunesse dépend en effet de tout autre chose que de l'habileté rhétorique de M. Piquet. Celui des générations plus âgées y est par contre très sensible encore, y compris dans la classe ouvrière et précisément en ce qui concerne le trait caractéristique de la jeunesse actuelle : le recours délibéré à des moyens d'action VIOLENTS. De cette violence, les ouvriers, en général, se défont et tout l'art d'un Piquet consiste, non seulement à renforcer cette défiance dans les rangs prolétariens, mais encore, pour mieux l'y maintenir, à l'INTRODUIRE dans la fraction sociale qui s'en est, avec éclat, affranchie.

Pour l'ouvrier moyen, la violence des étudiants ne peut être que synonyme d'inconscience ; et Piquet traduit : ils ne veulent pas tenir compte de « l'expérience ouvrière ». Le salarié d'usine pense qu'il est facile de rêver de la grève générale lorsqu'on a gîte et couvert assuré ; et Piquet explique : parce qu'ils sont des petits-bourgeois, les étudiants n'ont pas la sagesse du prolétariat. Enfin les catégories exploitées sentent bien qu'on n'abattra pas le capitalisme à coups de barricades du quartier latin. Et Piquet triomphe : vous voyez bien que le gauchisme est manipulé par le pouvoir pour faire obstacle à la « démocratie véritable » et au socialisme !

**

Qui nous a déjà lu sait qu'on ne peut nous taxer d'indulgence à l'égard des « contestataires » ;

nous sommes donc parfaitement à l'aise pour dire aux bonzes du P.C.F. : ce que vous voulez faire, en courtisant les jeunes d'aujourd'hui, en leur déconseillant l'« aventure », tout en les flattant avec « leurs grandes possibilités révolutionnaires », c'est tout simplement châtrer ce qui sera le prolétariat de demain. Pour s'en convaincre, il suffit de vous écouter avec attention.

« Nous parlons franchement à la jeunesse - a dit R. Piquet - même si nous ne sommes pas toujours et immédiatement compris. C'est vrai surtout chez les étudiants où l'idéologie bourgeoise (pour ne pas dire les idéologies) reste largement dominante et où les idées marxistes sont encore minoritaires » (...)
« Nous luttons contre l'idéologie réactionnaire des classes dominantes qui vise à tromper la jeunesse, à étouffer sa combativité, à l'intégrer,

et compris à la pervertir. Nous luttons aussi contre l'idéologie réformiste et gauchiste. »

Dans ce passage, il y a pas mal de choses propres à faire bondir qui est tant soit peu au courant de la politique « étudiante » du P.C.F. et de sa politique en général. Mais il faut essayer de procéder par ordre. Que peut bien signifier ce salmigondis « idéologique » ? Nous pouvons donner la réponse tout de suite. Pour condamner l'action violente en général — et conformément à son programme de transformation progressive et légale de la société — le P. C. doit condamner le gauchisme en particulier. La grosse astuce du rapporteur au Comité Central c'est de le faire en se référant à « l'idéologie dominante » en milieu étudiant, en invoquant sa base sociale à l'exclusion des programmes politiques qui y sont représentés. Le gauchisme, selon Piquet, « trouve un terrain propice dans le phénomène de salarisation des classes moyennes et dans les couches nouvelles qui naissent du développement des sciences et techniques ». Autrement dit, le succès relatif du gauchisme n'a pas d'autre raison que le fait qu'il satisfait les aspirations de catégories petites-bourgeoises déterminées. Tout l'art de l'opportunisme consiste à aboutir à des conclusions fausses en partant de prémisses vraies. Si la base sociale des étudiants est la cause déterminante de leur comportement politique, elle doit rendre compte de la nature de tous les mouvements qui peuvent y naître, elle doit être conciliable avec

(Suite en page 4)

Un anniversaire gros d'espérance

Le vingtième anniversaire de la révolution chinoise est présenté de toutes parts comme un des grands événements de l'histoire prolétarienne. Les thuriféraires ont la mémoire courte et la cervelle atrophiée.

Ecrasée en 1927, la révolution prolétarienne a cédé la place à un mouvement démocratique nationaliste visant à la construction du capitalisme en Chine. En 1949, le grand problème des dirigeants chinois est de réussir à unifier les différentes classes sociales dans un vaste mouvement de construction nationale. Depuis vingt ans, toute une série de mouvements populaires tentent de réaliser cette unité nationale. Bien que moins brutales dans leurs méthodes, ces tentatives sont une répétition de ce qu'a connu la Russie à partir de 1930. Dans le même état d'isolement que la Russie d'alors, le parti national chinois est conduit à gauchir son attitude vis-à-vis d'un environnement nettement hostile, d'où les illusions et le trouble jetés parmi les intellectuels de tout poil. A partir des années 60, le refus opposé par les Russes au développement rapide de l'économie chinoise conduit le P. C. C. à dénoncer ouvertement le réformisme puis l'impérialisme qu'il avait loués jusqu'alors, lui qui, naguère encore, était un propagandiste convaincu de la « coexistence pacifique ».

Les répercussions internationales en ont été importantes, même dans les pays industriels. Le dogme de la défense inconditionnelle du « socialisme » russe a subi un rude coup chez beaucoup de ceux qui étaient obscurément insatisfaits du grand exemple russe, et ce phénomène a accéléré le processus de désintégration, déjà en marche, du mouvement « communiste » international.

Ce fut d'ailleurs son seul aspect positif ; car l'idéologie chinoise avec sa déification du peuple représente pour le mouvement ouvrier international un recul de près de deux siècles. Et il a fallu la terrible défaite du prolétariat dans les années 1920 pour que puisse apparaître dans les pays industrialisés des mouvements soi-disant marxistes qui reprennent sérieusement pareille idéologie !

Notre parti a dénoncé le Parti Communiste Chinois comme le véritable successeur du Kuomintang moribond. Or, l'anniversaire de la révolution chinoise est célébré en même temps que la fin de la révolution culturelle. Coïncidence éloquentes !

Cette dernière a en effet eu pour but de réaliser l'unité politique de toutes les couches sociales dans l'immense effort d'accumulation capitaliste. Si cette unité réussissait, alors le 20^e anniversaire serait bien celui du triomphe de la révolution bourgeoise. Et par là même le signal de son glas.

Car le prolétariat chinois, contre qui se fait cette alliance, devra désormais affronter un capitalisme sans voile — ce qui ne peut manquer de développer chez lui une conscience de classe autonome et la nécessité d'une organisation politique indépendante. Cette évolution, démythifiant toute la tradition de collaboration de classe, c'est-à-dire de « socialisme national » héritée de la période stalinienne, ne pourra qu'apporter au mouvement prolétarien actuel l'impulsion dont ce dernier se servira pour venir en aide en retour à la future évolution communiste chinoise.

A NOS LECTEURS

SYNDICAT DE CLASSE, le supplément syndical ronéotypé que nous publions depuis quatre mois, paraît désormais imprimé sur deux pages. Le premier numéro imprimé a le sommaire suivant :

- ★ Les leçons des dernières luttes
- ★ A la porte, les "entremetteurs" !
- ★ Allemagne fédérale : Les barbares arrivent !
- ★ Les grèves des postiers
- ★ La misère garantie

**

Aujourd'hui, les premiers soubresauts d'une reprise internationale de la lutte prolétarienne contraignent les directions syndicales opportunistes à saboter de plus en plus ouvertement les luttes ouvrières. Elles robaissent le syndicat au rôle d'un intermédiaire entre ouvriers et patrons, s'employant à diviser et à étouffer tout mouvement revendicatif jusqu'à ce qu'il cesse d'être dangereux pour l'ordre capitaliste.

Dans une telle situation, SYNDICAT DE CLASSE fera entendre la voix du Parti dans les conflits quotidiens de la classe ouvrière, opposera les revendications qui unissent les prolétaires à l'éteignoir des revendications catégorielles qui les divisent, militera pour les moyens d'action qui font du prolétariat une force organisée, en dénonçant la gymnastique stérile et démoralisante des grèves tournantes, avec préavis et de durée limitée par avance. SYNDICAT DE CLASSE luttera contre l'orientation réformiste et veule de ces véritables briseurs de grèves que sont devenus les bonzes opportunistes, et œuvrera pour la constitution, au sein de la C. G. T., de groupes communistes visant à la reconquête par la classe ouvrière de son arme de lutte élémentaire, le syndicat de classe. SYNDICAT DE CLASSE se battra pour que le prolétariat tire de son expérience quotidienne la conviction que seule une révolution politique détruisant l'Etat bourgeois pourra l'émanciper définitivement, pour que l'organisation syndicale devienne une véritable « école du communisme ».

SYNDICAT DE CLASSE doit avoir la plus large diffusion dans les entreprises ; nos militants s'y emploient, mais leur effort est insuffisant au regard des immenses besoins. Lecteur, sympathisant, ton devoir est de participer activement à notre lutte : aide-nous à diffuser SYNDICAT DE CLASSE, informe-le en nous fournissant des renseignements sur les luttes ouvrières que tu connais ou auxquelles tu participes !

**

Par ailleurs, LE PROLETAIRE deviendra bi-mensuel à partir de janvier 1970. A cette date, SYNDICAT DE CLASSE s'intégrera au PROLETAIRE pour le numéro du milieu du mois, tout en continuant d'être tiré sur une feuille recto-verso pour la diffusion dans les entreprises.

Cette indispensable extension de notre presse (PROGRAMME COMMUNISTE, notre revue théorique, continuera de paraître trimestriellement), encore trop lente par rapport à ce que nous voudrions faire, à ce qu'il faudrait faire, nécessite des moyens financiers accrus. Les seuls sacrifices de nos militants n'y suffisent plus. Aussi lançons-nous un appel pressant à tous nos lecteurs, à tous nos sympathisants : Avant tout, abonnez-vous si ce n'est déjà fait ! Participez à notre souscription permanente ! Diffusez SYNDICAT DE CLASSE et LE PROLETAIRE autour de vous ! Efforcez-vous de trouver de nouveaux abonnés ! Nous comptons sur vous !

Les 40 heures dans 40 ans !

Dans le numéro d'octobre de la revue "Expansion", un article intitulé « Combien coûteraient les quarante heures », signé Jean Fourastié, a retenu notre attention. La réponse à la question posée en titre est, bien entendu, « trop cher ! » Le texte s'efforçant de prouver que les 40 heures seraient trop chères non seulement pour le bourgeois et la « nation », mais aussi pour l'ouvrier lui-même !

Ce triste pisse-copie est cependant obligé d'admettre que le travail d'aujourd'hui — c'est-à-dire en régime capitaliste — n'a plus rien à voir avec « l'activité normale de l'être vivant (...) d'où une fatigue qui peut aller jusqu'à des troubles mentaux et jusqu'au refus révolté chez les hommes les plus sensibles au sentiment et à l'imagination poétique ». Les révolutionnaires seraient donc victimes de leur sensibilité malade ou abusés par leur imagination poétique. Pourtant n'est-ce pas « l'imagination poétique » de M. Fourastié qui lui fait dire que « la durée du loisir est le caractère essentiel de notre civilisation », ou parle-t-il seulement pour lui ? Notre sociologue développe ainsi tous les inconvénients de la réduction

du temps de travail : « Le loisir quotidien est avant tout une réduction de la fatigue (et pourquoi d'autre pense-t-il qu'on le demande ?), mais conduit la plupart des hommes à un émiettement du temps libre qui est à la longue stérile ». Il est vrai que 8 ou 9 heures de travail quotidien ne sont pas stériles... quand on se place du point de vue du patronat comme M. Fourastié ! Quant à la réduction de la semaine

elle provoque « un certain désœuvrement accompagné de consommations aliénantes, voire de surmenage de loisirs qui se traduit le lundi matin par une atmosphère morne et asthénique à la reprise du travail ; à long terme on ne retrouve pas un meilleur équilibre vital, mais insatisfaction et irritabilité ». Revoilà le désœuvrement père de tous les vices. Ouvriers, attention au surmenage de loisirs : crevez-vous toute la semaine, mais surtout reposez-vous bien le dimanche pour pouvoir ensuite mieux engraisser le capital ! Et Fourastié de se féliciter qu'« aujourd'hui, en France, la situation se caractérise par un retour aux durées de travail hebdomadaire relativement longues (sic) en réaction contre la fâcheuse (sic) expérience de 1936 où la semaine de

(Suite en page 4)

REUNION PUBLIQUE AU MANS
VENDREDI 14 NOVEMBRE, à 20 h. 30
au Café du Bon Coin, Place de la République
PARTI et ORGANISATIONS de CLASSE

LIMITES ET DEGENERESCENCE DU SYNDICAT

Les principes fondamentaux du syndicalisme de classe

Nous avons montré, dans notre article du mois dernier, comment la conquête par les ouvriers du droit de coalition, c'est-à-dire du DROIT DE GREVE, et du droit syndical qui en est le complément indispensable, correspondait à une phase de grande stabilité politique et économique du régime bourgeois. Cette victoire ouvrière indiscutable avait pour contre-partie l'ajournement indéfini de la révolution prolétarienne : elle constituait par elle-même la preuve qu'après l'écrasement de la Commune de 1871, il faudrait attendre de longues décennies avant que la classe ouvrière puisse à nouveau partir à l'assaut de la citadelle capitaliste.

Nous avons déjà défini la tâche fondamentale de l'organisation syndicale : surmonter la concurrence entre vendeurs de force de travail pour retourner cette concurrence, au moins momentanément, contre les capitalistes ; obtenir d'eux un certain prix de cette force de travail ; leur imposer le respect de certaines conditions de durée et d'intensité dans son utilisation.

Cette tâche rencontre des limites impératives. Il ne s'agit pas encore de mettre fin à l'exploitation capitaliste, mais de combattre son aggravation, et nous avons vu d'ailleurs que cette lutte peut seulement freiner la pression du capital sur les salariés, non l'arrêter. Du côté capitaliste, bien qu'il ne s'agisse également que d'une bataille pour ne pas augmenter le salaire et ne pas réduire la durée du travail, la portée générale du conflit est peut-être plus apparente : tout au moins la classe bourgeoise, de par sa position sociale privilégiée, est spontanément consciente de l'enjeu final de la lutte. C'est seulement par la pratique longuement renouvelée de la revendication immédiate que les ouvriers peuvent se rendre compte du caractère éphémère des résultats de leur lutte et prendre conscience de la nécessité inéluctable d'en venir un jour ou l'autre à un heurt décisif contre la classe adverse et son Etat. Et encore cette conscience est-elle toujours combattue par la clique des alliés que le capital a su se créer au sein même des organisations ouvrières. La classe capitaliste, par contre, perçoit au travers même des problèmes qui se posent à chacun de ses chefs d'entreprises, quel danger la guette, dans son ensemble, si, dans le conflit qui l'oppose à la classe ouvrière, elle en vient à perdre le contrôle de la situation.

L'augmentation des salaires — ou simplement leur maintien à un niveau déterminé — ne peut survenir, avons-nous dit précédemment, que par la réduction du profit capitaliste. A ce propos les indignes représentants actuels de la classe ouvrière, parce qu'ils veulent à tout prix renforcer chez les ouvriers l'idée d'un « accommodement » possible de leur condition à l'intérieur de la société capitaliste, sans crise et sans révolution, répètent à l'envie que les patrons font de gros bénéfices et qu'ils « peuvent payer ». Cela est exact au sens strict du terme : la courbe de la masse des profits capitalistes effectue une montée ahurissante. Mais cette expression, dans la bouche de défenseurs de la production et d'apologistes de la grandeur nationale, signifie essentiellement que les augmentations de salaires peuvent être consenties sans porter à la classe bourgeoise d'autres préjudices que des préjudices individuels.

Les syndicalistes de collaboration de classe répandent à profusion cette niaiserie, conforme à une vision non pas marxiste, non pas prolétarienne, mais petite-bourgeoise et digne de véritables épiciers : « que le patron réduise son train de vie personnel et l'ouvrier sera mieux payé ». C'est là un mensonge aussi sot que criminel. La part de profit que consomment individuellement les capitalistes, leurs familles et tous leurs parasites des conseils d'administration est insignifiante au regard de la totalité de plus-value extorquée au prolétariat. Cette portion de profit, si elle était répartie entre les salariés, ne modifierait pas sensiblement leur condition

individuelle. Par contre, la portion de profit qui est investie, transformée en capital, accumulée est, elle, énorme et c'est sur la base de cette accumulation, en fonction de son niveau plus ou moins élevé, que l'ensemble des entreprises d'un pays déterminé se trouve ou non en position de force sur le terrain de la concurrence internationale. En conséquence, toute augmentation réelle de salaire tend à réduire cette accumulation, donc à défavoriser cette production nationale que célèbrent nos actuels dirigeants ouvriers, et c'est là la raison essentielle de l'intransigeance du patronat, dans son ensemble, face aux revendications.

De cette donnée fondamentale nous tirerons ces premiers principes de la lutte pour les revendications immédiates : on ne peut à la fois défendre la production et les salaires, on ne peut en même temps être partisans de la grandeur nationale et champions des intérêts ouvriers. La première tâche du syndicat de classe c'est de montrer aux ouvriers le caractère de classe de tout conflit qui les oppose au patronat.

Mais alors, objectera-t-on, si d'une part la revendication immédiate des ouvriers compromet si dangereusement la prospérité de l'exploitation capitaliste, et si, de l'autre, les conditions n'existent pas pour détruire purement et simplement cette exploitation, à quel bon lutter pour ces revendications, quel besoin d'une organisation destinée à cet effet ? Nous touchons là au point essentiel, non pas celui de la seule « question syndicale », non pas au simple problème du « niveau des sa-

laires » ; nous abordons la condition même de la classe ouvrière au sein de la société capitaliste. Le syndicat est un ferment de révolte sociale parce qu'il ne peut pas donner à cette révolte sa solution définitive. La revendication immédiate renforce la puissance révolutionnaire du prolétariat parce qu'elle ne peut pas faire disparaître les maux dont elle combat les effets.

Ce serait pourtant une erreur d'en déduire l'inutilité pratique, immédiate des luttes revendicatives. La nécessité de ces luttes ne saurait être mise en doute. Ce que nous avons contesté plus haut, c'est seulement la possibilité de les conduire de façon efficace lorsque les moyens employés entrent en contradiction avec les objectifs finaux de la classe ouvrière. Comment revendication immédiate et revendication historique des ouvriers peuvent-elles entrer en contradiction ? Sur les deux plans déjà envisagés plus haut : sur celui de l'action et sur celui de la conscience. Il y a contradiction lorsque le syndicat utilise la coalition, c'est-à-dire la suppression brutale de toute concurrence entre ouvriers, pour des objectifs qui rétablissent cette concurrence et l'aggravent ; il en est ainsi, de nos jours, lorsque les ouvriers font grève et les syndicats signent des accords consacrant des inégalités de catégories et des privilèges de profession.

Autre contradiction : lorsque les dirigeants syndicaux font état, soit de la modicité des résultats obtenus, soit des difficultés de mobilisation des ouvriers, non pas pour renforcer et reprendre le mouvement pour l'abolition finale du salariat,

encore loin du grand heurt historique du XX^e siècle d'où ne pouvait résulter que sa victoire universelle ou l'asservissement général de tous ses organismes au capitalisme.

C'est pourtant au cours de cette période d'apogée que le mouvement syndical tend progressivement à s'écarter de l'orientation révolutionnaire du prolétariat, pour aboutir au syndicalisme réformiste contre lequel il nous faut aujourd'hui rétablir la véritable portée de l'activité syndicale et la nature de ses rapports avec le programme historique du prolétariat.

mais au contraire pour prêcher l'usage d'autres moyens que la coalition et la grève, et, notamment, les compromis avec les patrons, l'appel à l'arbitrage de l'Etat, ou à l'intervention parlementaire, en un mot le recours à des méthodes contraires à celles de la lutte de classe et dont l'usage s'est toujours soldé par de cuisants échecs.

Il s'agit en effet ici de souligner combien les principes du syndicalisme de classe, tels que nous les avons énoncés, reposent sur l'expérience et non sur l'opinion. Revenons encore une fois sur les deux plans de la lutte ouvrière. Comment s'aggrave le sort de l'ouvrier sous le régime capitaliste ? Essentiellement au travers des lois du marché, par la concurrence. Nous avons, en effet, déjà énoncé les trois aspects en insistant sur ce fait que l'activité syndicale peut et doit porter essentiellement sur la concurrence que se font entre eux les vendeurs de force de travail et que ces derniers doivent la surmonter s'ils veulent imposer un certain prix de cette force de travail aux capitalistes. Quant à la concurrence entre vendeurs et acheteurs de force de travail, entre exploités et exploités, elle est le produit direct des rapports de force entre prolétariat et bourgeoisie. Si nous faisons abstraction du troisième aspect (la concurrence entre capitalistes s'arrachant la force de travail, phénomène qui ne se vérifie que rarement et pour des catégories peu nombreuses), nous voyons tout de suite que les deux premiers types de concurrence se conditionnent respectivement.

Quand la classe ouvrière est en lutte générale contre le sys-

tème capitaliste, tous les particularismes qui la divisent s'effacent aisément devant l'offensive contre l'ennemi commun de tous les salariés. Mais ces particularismes reprennent le dessus lorsque cette lutte se relâche. Cela ne survient pas en raison de « l'égoïsme » ou de l'indifférence des ouvriers pris individuellement, comme le pensent souvent les philistins ; cela découle du fait que, lorsque les ouvriers ont perdu leur cohésion et leur combativité au travers de diverses défaites, chacun d'eux n'a pas d'autre solution, pour sauvegarder ses conditions de vie déjà aggravées, que de faire concurrence à son voisin. Ce phénomène s'est toujours produit chaque fois que l'organisation syndicale « lâchait pied dans la lutte contre les empiétements incessants du capital » (Marx).

Cela se manifeste à plus forte raison lorsque, comme c'est le cas aujourd'hui, elle adopte, propose, instaure, les solutions de division qui étaient autrefois l'apanage exclusif de l'initiative patronale. Cette déchéance est le fait d'une défaite historique du prolétariat et de la corruption opportuniste de ses partis. La solidarité ouvrière, condition indispensable de l'efficacité des luttes immédiates n'est possible qu'au prix d'une résistance de tous les instants contre tous les éléments de concurrence existant entre ouvriers. Mais cette résistance ne peut être le fait que d'un organisme animé par un parti résolu à mener jusqu'au bout la lutte contre le capital.

Nous verrons ultérieurement pour quelles raisons ce n'est plus le cas dans le mouvement syndical d'aujourd'hui.

"Lutte ouvrière" et la phrase internationaliste

Dans leurs incessantes polémiques entre eux, les divers groupes trotskystes ont l'habitude de se poser alternativement en défenseurs de « l'orthodoxie marxiste ». Loin de nous l'idée de jouer le rôle d'arbitre dans des débats qui n'ont justement rien à voir avec la théorie révolutionnaire du prolétariat. Notre but est simplement de montrer que cette utilisation qu'ils font du marxisme n'est que pure rhétorique.

Nous ne nous intéressons pas aux contorsions théoriques auxquelles peut être conduite la Ligue Communiste pour expliquer pourquoi la révolution vietnamienne, « dont le caractère socialiste ne peut faire aucun doute » (Rouge, du 15 septembre 1969), a dû passer sur le corps du prolétariat révolutionnaire de Saïgon. En effet, pour ces gens-là, la tactique justifie tout. Pour eux, tout est possible, jusqu'à « l'erreur » qui consiste à massacrer des « trotskystes ». Tout est possible... sauf que ces crimes soient les crimes du capital, sauf que la Chine, le Viet-Nam ou Cuba soient justement des « Etats bourgeois » ... !

Ces explications, Rouge peut bien les servir à qui il veut, mais il faut reconnaître que Lutte ouvrière a beau jeu de faire une leçon d'histoire à ces contorsionnistes rouges (Lutte ouvrière, du 20 septembre 1969). Ceci parce que Lutte ouvrière, dans la tourmente de la contre-révolution, a eu le courage de ne pas oublier que des nationalistes n'ont pu diriger les révolutions chinoise et vietnamienne que grâce à l'élimination politique et au massacre physique du prolétariat révolutionnaire à Shanghai comme à

Saïgon, avec l'aide complaisante, il ne faut pas l'oublier, du soi-disant « Etat ouvrier » de Kruma.

Mais le courage politique n'est pas une baguette magique qui puisse changer en positions marxistes des positions opportunistes. Si Lutte ouvrière rappelle volontiers les actes héroïques du prolétariat saïgonais à la mémoire des « rénovateurs du marxisme », ce journal n'a pas entendu le cri révolutionnaire des prolétaires de Saïgon, ce même mot d'ordre que déjà en 1850, Marx et Engels lançaient pour le prolétariat en lutte : « Pour une action commune, point n'est besoin d'une union particulière... Vive la lutte indépendante du prolétariat, la révolution en permanence ! » C'est pour avoir retrouvé le drapeau du communisme, en relevant celui du Viet-Minh que les prolétaires de Saïgon ont péri sous les coups nationalistes de Ho Chi Min : c'est pour avoir défendu malgré tout l'autonomie de classe du prolétariat.

Aujourd'hui, le prolétariat comme force politique indépendante, autonome, n'est nulle part, il n'existe pas ; le prolétariat suit partout les illusions de la démocratie, les mensonges de l'intérêt national, de la solidarité nationale, l'infamie de la défense du « peuple » contre les méchants monopoles ! Le prolétariat n'est plus du point de vue politique, que l'appendice de la démocratie petite-bourgeoise, par l'intermédiaire efficace des partis communistes officiels.

Lutte ouvrière, qui depuis

1968 est sorti de sa réserve prudente vis-à-vis des couches moyennes, jette aujourd'hui le masque, pousse son cri du cœur. Alors qu'il s'agit justement de rompre avec les infâmes illusions politiques de ces classes et demi-classes intermédiaires, ce journal s'évertue à trouver « les éléments de base d'un programme de lutte en commun intéressant l'ensemble des couches populaires » et lance un appel fervent pour cette maudite « politique d'alliance (que) ni les grandes organisations ouvrières, ni les organisations de commerçants contestataires ne semblent prêts à proposer, alors même que s'accumulent les mécontentements qui multiplieraient l'efficacité de leurs actions en les conjuguant ». (Lutte ouvrière, du 1^{er} octobre 1969).

Voilà quel rôle devait à la longue nécessairement revendiquer Lutte ouvrière : disputer au P. C. F. la direction de l'union de toutes les couches populaires, au moment même où l'on peut enfin entrevoir l'issue d'un cycle historique où le prolétariat ne s'est jamais manifesté comme une force politique autonome, au moment où la lutte revendicative internationale remet impérative à l'ordre du jour, pour la classe ouvrière, la reconquête de son autonomie de classe !

Si l'on est marxiste, louer l'héroïsme et l'abnégation du prolétariat de Shanghai ou de Saïgon ne peut signifier autre chose que mettre en avant l'autonomie de classe du prolétariat dans la révolution démocratique, ou bourgeoise, ou nationale, c'est-à-dire dans la ré-

volution qui vise à faire disparaître les restes de la vieille société pré-capitaliste explosant sous les coups de l'impérialisme. Vouloir trouver, dans le même temps des revendications communes à l'ensemble des couches populaires dans les pays impérialistes où le capitalisme est déjà en putréfaction et où la révolution qui vient ne peut signifier autre chose que la rupture des intérêts de la classe ouvrière d'avec ceux de l'« ensemble du peuple », c'est non seulement se foutre de la tête des gens, mais c'est encore une tactique criminelle : en effet, pourquoi demander autant d'abnégation au prolétariat des pays arriérés, alors que seule l'autonomie du prolétariat, ici, au cœur du capitalisme, peut faire que l'héroïsme des prolétaires des pays arriérés ne soit pas inutile ?

Mais Lutte ouvrière n'a plus rien à voir avec le marxisme. En vérité, cette position sur les révolutions nationales n'est qu'une phrase vide de sens, tout juste bonne à sortir dans la rhétorique des polémiques inter-groupuscules ! Ce n'est qu'un vestige prêt à disparaître de sa lointaine origine prolétarienne !

Gageons que Lutte ouvrière, qui avait jusqu'ici conservé un certain retard dans la grande course des immédiatistes et des opportunistes à l'abandon du programme communiste, va s'efforcer maintenant d'effacer rapidement la courte distance qui la sépare des premiers et laisser tomber, pour plus de clarté et de cohérence, ses phrases vides sur l'internationalisme prolétarien !

Réunion Générale du Parti

I - Les luttes sociales en Italie depuis 1945

Caractéristiques des luttes sociales dans le premier après-guerre : la vague révolutionnaire monte, les masses sont combatives et leur longue tradition de lutte les pousse à s'organiser dans les grands syndicats et les partis socialistes. Dans la lutte contre la guerre, les tendances révolutionnaires se sont affirmées. Dans l'après-guerre (1918-19), de puissantes luttes se déclenchent. Le parti socialiste paralyse le prolétariat et interdit toute issue révolutionnaire des luttes.

Le Parti communiste naît en 1921, dans une phase de recul du prolétariat. La situation limite donc les possibilités pour le Parti de diriger le prolétariat, au moins dans l'immédiat. L'Etat bourgeois et les groupes fascistes passent à l'offensive et procèdent à la destruction physique des organisations prolétariennes. Par ailleurs, la dégenérescence de l'Etat russe, le triomphe du stalinisme frappera le Parti dans les domaines théorique, programmatique et tactique, détruisant les bases mêmes d'une possible reprise future. Ainsi pris entre deux feux, le prolétariat ne s'opposera pas à la seconde guerre mondiale contre laquelle le P. C. I., désormais dégénéré, ne conduira aucune agitation. Les luttes que le prolétariat engagera dans

Le manque de place nous a empêché de rendre compte dans notre précédent numéro de la réunion générale du Parti qui s'est tenue les 6 et 7 septembre à Paris. Parfaitement organisée par notre section locale, elle a été centrée sur quatre exposés : 1° Les livres I et III du "Capital" de Marx ; 2° Les luttes sociales en Italie de 1945 à nos jours ; 3° Les luttes sociales en France depuis mai-juin 1968 ; 4° Dans le cadre de l'histoire de la Gauche communiste : Les luttes de classe en Allemagne et en Europe centrale dans le premier après-guerre. Comme d'habitude, nous ne donnerons dans "Le Prolétaire" qu'un compte rendu résumé de ces rapports, qui seront publiés intégralement dans notre revue théorique "programme communiste". Toutefois, la parution du compte rendu intégral du premier rapport commençant dans le n° 46 de "programme communiste", actuellement sous presse, nous commencerons ici directement par le rapport sur les luttes sociales en Italie.

le second après-guerre porteront donc les stigmates de cette défaite sans précédent : complètement contrôlées par les partis opportunistes et par les syndicats qu'ils dirigent, elles ne visent que des objectifs compatibles avec la conservation bourgeoise.

A l'inverse de ce qui s'était produit lors du premier conflit impérialiste, la fin de la seconde guerre mondiale n'ouvrira pas une période révolutionnaire permettant au Parti de tenter de détruire le contrôle opportuniste sur les masses, mais au contraire une période de réorganisation du Capital à l'échelle mondiale garantie par le contrôle totalitaire des opportunistes sur le prolétariat. Dans le second après-guerre, la contre-révolution célèbre son triomphe.

dicatives et leur interdire tout débouché politique.

La situation des ouvriers ne s'améliorant pas, ils commencent à se mouvoir : les premières grèves dans l'industrie éclatent en 1948. Le syndicat s'emploie à les freiner ou à les orienter vers la défense de la production. On lance les "grèves à l'envers", c'est-à-dire des agitations au cours desquelles les directions d'entreprise abandonnent les usines, dans lesquelles la production est assurée par les ouvriers eux-mêmes, qui travaillent sans salaire. Bonzes syndicaux et police étatique agissent de concert pour enfermer les ouvriers dans les usines : la "Celere" bastonne et arrête les ouvriers qui en sortent.

La situation dramatique de la classe ouvrière détermine un puissant sursaut lors de l'attentat contre Togliatti (1948) qui suit le départ des "communistes" du gouvernement dans le climat de chasse aux sorcières instauré par le gouvernement démocrate-chrétien contre les opportunistes (conséquence de la "guerre froide" entre les deux colosses impérialistes américain et russe, ce climat redonne quelque crédit aux opportunistes aux yeux des masses).

Les ouvriers déclenchent la lutte massivement et spontanément; dans de nombreuses villes, ils occupent ou incendient mairies et préfectures, se heurtent à la police et la mettent en fuite. C'est le dernier sursaut politique du prolétariat italien qui reconnaît le P. C. I. pour son parti et Togliatti pour son chef. La C.G. I.L. et le P.C.I. feront immédiatement cesser la grève, mais elle servira de prétexte à la scission syndicale, qui se fera peu après (en réalité, elle avait déjà été décidée par les Américains et répondait à la nécessité pour le Capital italien de diviser le front ouvrier). Immédiatement après, les forces de l'Etat se déchainent contre les ouvriers affaiblis par la scission syndicale et auxquels les opportunistes prêchent le calme. En 1949, on mène des "grèves à l'envers" dans toute l'industrie : la C.G.I.L. n'avance aucune revendication d'augmentation de salaire et les syndicats jaunes se comportent en véritables agents de l'Etat. Les mouvements de chômeurs sont abandonnés à eux-mêmes : la thèse des bonzes syndicaux est que le seul moyen de résoudre le problème du chômage est de développer au maximum la production. Cela signifie qu'aucune lutte sérieuse contre le chômage ne sera jamais lancée.

A la campagne, et cette fois plus spécialement en Toscane et en Emilie, les salariés agricoles conduisent en 1949 une puissante grève de 45 jours ; ils se heurtent à la police qui tue plusieurs d'entre eux, ils luttent contre les jaunes et réussissent à les faire participer à la grève. Dans un premier temps, les syndicats (la C.G.I.L. qui rassemble la presque totalité des salariés agricoles) excluent de la grève les travailleurs des petites et moyennes entreprises agricoles, sous prétexte que leurs propriétaires sont des alliés du prolétariat, et tentent d'imposer la "grève à l'envers" au nom de la défense de la production. Au fur et à mesure que la lutte se durcit, et plus particulièrement après les assassinats perpétrés par la police, les salariés agricoles imposent à leurs dirigeants la fin des "grèves à l'envers" et l'extension de la grève aux petites et moyennes entreprises. Les syndicats se hâtent alors de briser la grève par un accord qui, selon leur propre aveu, était nettement insuffisant et ne prévoyait même pas d'augmentation des salaires. Après la fin de la grève, les opportunistes taxent les salariés agricoles de "bordiguisme" pour n'avoir pas maintenu l'alliance avec la petite bourgeoisie rurale. En 1949 toujours, les syndicats commencent à agiter la question de

la "remise en ordre" des salaires, c'est-à-dire du rétablissement de la hiérarchie des salaires fondée sur la qualification. En fait, l'introduction du mécanisme de l'échelle mobile (45-46) n'avait qu'insuffisamment corrigé, au gré des bourgeois, le faible écart existant entre les rémunérations des diverses catégories. Cette situation, d'une part rassemblait les ouvriers en un seul bloc et, de l'autre, créait de sérieux problèmes à la production. Le P. C. I. lui-même soutiendra la nécessité de différencier les salaires au nom des "justes critères" dont doit s'inspirer "toute économie, qu'elle soit capitaliste ou socialiste".

Les syndicats et les partis opportunistes se plient aux exigences du capital : la "remise en ordre" réalisée en 1950 laissera inchangé le salaire du manoeuvre (80 % environ des ouvriers industriels), augmentera légèrement les salaires des ouvriers, mais augmentera notablement ceux des catégories supérieures et créera des qualifications spéciales pour un nombre restreint d'ouvriers fortement spécialisés. Le pouvoir d'achat de la plus grande partie des ouvriers diminuera.

Ce n'est qu'en 1951 que la C.G. I.L. posera la revendication d'une augmentation des salaires — très limitée, du reste, et différenciée selon les catégories de manière à ne pas influencer négativement sur la progression de la production.

L'accord sur les zones de salaires sera signé en 1953 : les salaires des ouvriers sont répartis en 13 zones géographiques. Cet accord visait à favoriser l'afflux vers le Nord industriel d'une main-d'œuvre à bon marché provenant du Sud et en général des zones agricoles, ainsi qu'à permettre l'implantation dans ces dernières d'entreprises industrielles exploitant une main-d'œuvre locale sous-payée.

De 1953 à 1958, il n'y a pas de luttes revendicatives appréciables en Italie. Les ouvriers, complètement contrôlés par les opportunistes, subissent l'offensive patronale, favorisée également par la présence de très nombreux chômeurs et d'un exode rural important.

Le dépeuplement des campagnes, qui s'accroît à partir de 1953, répond à deux exigences du système :

1) moderniser l'agriculture en éliminant la petite propriété paysanne peu productive, pour l'amener au niveau des exigences du marché européen et mondial ; 2) créer et maintenir une armée industrielle de réserve pour faire pression sur les ouvriers employés. En effet, l'économie italienne est fondée sur de bas salaires et donc sur une exploitation plus extensive qu'intensive des ouvriers. A l'exception de quelques entreprises très grandes aux installations modernes et de quelques entreprises moyennes (4 à 5000 ouvriers), une grande partie de l'industrie italienne est fondée sur de petites entreprises (100, 200, 300 ouvriers), de très petites (10, 50 ouvriers), voire même des entreprises artisanales (3, 10 ouvriers) peu mécanisées : ces entreprises ne peuvent prospérer que grâce au bas coût de la main-d'œuvre qui leur permet, dans certaines limites, de produire à des prix concurrentiels sur le marché mondial. De nombreuses entreprises, même d'une taille relativement importante (par exemple les chantiers navals employant 500, 1000, 2000, 3000 ouvriers), fonctionnaient encore en 1958 avec

des installations datant d'avant la guerre et remises en marche tant bien que mal. C'est dans cette situation que s'insère l'action des partis opportunistes et de la C.G.I.L. Le chômage n'est jamais affronté d'un point de vue de classe (augmentation des salaires, réduction de la durée du travail), les chômeurs sont complètement abandonnés à eux-mêmes et deviennent une masse de manoeuvre dans les mains du patronat.

Par ailleurs, on ne revendique jamais de fortes augmentations de salaire et une réduction radicale de la durée du travail, mais on encourage au contraire la pratique du travail aux pièces et des heures supplémentaires. En 1958, les dirigeants syndicaux sont contraints d'admettre eux-mêmes que les salaires ont baissé par rapport à 1953 en pouvoir d'achat réel et que le rendement du travail a au contraire augmenté de manière vertigineuse. Au seuil du boom productif 1959-63, ils déclarent timidement qu'il est nécessaire de renverser cette tendance "dans l'intérêt même de la production et de l'économie", mais au lieu de s'inverser elle s'est accentuée.

Dans le domaine politique, les partis opportunistes agitent leur solution légale :

1) lutte contre les monopoles et défense de la petite et moyenne industrie et de l'artisanat (en vertu de cette politique, 2 millions environ de travailleurs de l'artisanat étaient privés de contrat de travail et continuent aujourd'hui encore à avoir un contrat différent de celui de l'industrie) ;

2) renforcement de l'industrie d'Etat qui, selon eux, aurait une nature différente de celle de l'industrie privée ;

3) renforcement de la production pour éliminer le chômage. Naturellement, tandis qu'ils agitent cette position utopique, ils favorisent par leur action pratique le développement des monopoles et l'augmentation du chômage.

Dans cette période, la situation des ouvriers n'est pas dramatique seulement du point de vue économique. Manoeuvrant l'armée des chômeurs, le patronat attaque la C.G. I.L. avec la complicité ouverte des syndicats jaunes ; les militants du syndicat de classe sont licenciés ; on impose l'adhésion à la C.I.S.L. ou à l'U.I.L. (équivalents de F.O. et C.F. D.T.) ; on empêche toute organisation des ouvriers à l'intérieur de l'entreprise ; même les Commissions Internes, créées sur une base collaborationniste dans le but de prévenir les grèves, sont souvent dissoutes et leurs membres licenciés. Si ces faits désorganisent la C.G.I.L. (qui ne demande pas mieux que d'être désorganisée), ils créent aussi chez les ouvriers les plus combatifs une tradition de lutte et de haine féroce à l'égard des syndicats jaunes. C'est cette tradition qui contraint aujourd'hui les bonzes de la C.G.I.L. à se mouvoir avec tellement de prudence sur le terrain de l'unification syndicale, et c'est aussi à cette tradition que le parti en appelle pour combattre l'unification avec l'U.I.L. et la C.I.S.L.

(à suivre)

Luttes sociales de 1945 à 1953

Lors du déclenchement de la seconde guerre mondiale, le prolétariat est complètement désarmé : la dictature ouverte de l'Etat bourgeois d'un côté et, de l'autre, l'opportunisme des partis ouvriers étroitement liés à la Russie stalinienne et au bloc impérialiste "démocratique", interdisent qu'aucune voix ne s'élève du camp prolétarien en faveur de la transformation de la guerre en révolution.

Après la défaite et la chute du fascisme mussolinien, les troupes allemandes et celles des Alliés pénètrent en Italie. Le parti stalinien réussit alors à diriger toutes les poussées subversives du prolétariat vers un seul objectif : libérer la "patrie envahie" et créer un Etat démocratique fondé sur le front unique anti-fasciste. Tandis que le Comité de Libération Nationale (C. L. N.) remplit les tâches de l'Etat dans les zones occupées par les Américains, dans les zones encore aux mains des Allemands, on pousse les ouvriers à participer à la lutte des partisans en prétendant que la libération du prolétariat présuppose la "libération de la patrie". Une fraction, sans doute fortement minoritaire, de la classe ouvrière participera ainsi à cette lutte des partisans en croyant favoriser la marche à la révolution. L'intervention de l'armée américaine dissipera bien vite ces illusions, tandis que le P. C. I. proclame qu'il ne s'agit pas de révolution, mais de conquête de la démocratie.

Le P. C. I. commence à se qualifier de "parti de type nouveau", "démocratique" et "populaire". Il présente la conquête des libertés démocratiques, l'unité nationale, la reconstruction comme les premières étapes d'une marche vers la conquête "démocratique et pacifique" du socialisme, aux côtés de la petite et moyenne bourgeoisie et de la paysannerie. La lutte contre le "bordiguisme" reprend, c'est-à-dire la lutte contre les tendances révolutionnaires, qui restent vivaces dans le parti, ou tout au moins dans l'instinct de classe des simples prolétaires. Cette lutte caractérise toute la période de la fin de la guerre et de la reconstruction. Plus que par l'existence au sein du P. C. I. d'une aile révolutionnaire, elle était rendue nécessaire par les terribles conditions de vie du prolétariat pendant et après la guerre : elles favorisaient en effet l'éclatement de luttes spontanées et la radicalisation à l'inté-

rieur même du parti qui risquaient de se relier à la tradition révolutionnaire du P. C. I. Entre 1945 et 1953, le P.C.I. dut faire les comptes avec son propre passé, et il le renia entièrement.

La guerre finie, le P. C. I. participe au gouvernement et langa le mot d'ordre de la reconstruction : "Reconstruire d'abord, revendiquer ensuite". Pour imposer ce nouvel effort, il utilisera l'appareil syndical unitaire hérité du fascisme et certaines mesures purement formelles de "contrôle ouvrier sur la production" (les "comités de gestion", dérivés eux aussi des organismes de collaboration dont le fascisme s'était servi pour assurer la production de guerre). Les plus grands sacrifices sont imposés au prolétariat : blocage des salaires, liberté des licenciements pour favoriser la reprise de la production capitaliste, 72 heures de travail hebdomadaires. On procède en même temps à la reconstruction de l'appareil d'Etat : alors que les opportunistes sont au gouvernement, les partisans sont désarmés, le corps des carabinieri est reconstitué et l'on forme la fameuse "Celere" (équivalent de nos C. R. S.) avec les débris des bandes fascistes. Les ouvriers d'industrie ne sont pas en mesure de réagir : une chape de plomb pèse sur eux et ils subissent la désorganisation consécutive à la guerre.

Dans les campagnes, au contraire, les salariés agricoles, réduits à une condition plus misérable encore que celles des ouvriers d'usine, se révoltent de manière désespérée contre les agrariens et les autorités locales, incendient les mairies, occupent les terres. Quant à eux, les dirigeants syndicaux et politiques exhortent au calme et partent en guerre contre le "sectarisme", l'"extrémisme", le "bordiguisme". Toutefois, la situation des ouvriers industriels menaçant elle aussi de devenir désespérée, la C. G. I. L. se met à réclamer l'arrêt des licenciements : dans le cas contraire, déclare-t-elle, on risquerait de "jeter le pays dans la guerre civile".

En 1948, l'appareil d'Etat est reconstitué et la production industrielle atteint de nouveau les sommets d'avant-guerre. Les ouvriers industriels sont désormais réorganisés par la réorganisation même de la production. Les opportunistes sont alors écartés du gouvernement : leur place est désormais à la tête des masses pour freiner les luttes reven-

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Samedi 15 et Samedi 29 novembre, de 15 à 19 h. 30, Salles Lancry, 10, rue de Lancry (X^e)
- A MARSEILLE : Samedi 15 et Samedi 22 novembre, de 15 à 19 h. 30, au Siège du "prolétaire", 7, cours d'Estienne-d'Orves.

Les lecteurs de LYON et de SAINT-ETIENNE désirent prendre contact avec nos militants peuvent le faire en écrivant au "PROLETAIRE", B. P. 375, MARSEILLE-Colbert, qui transmettra.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1969
LISTE N° 9

Libertino, 8 ; André, 70 ; Georges-René, 40 ; Jean, 8 ; S., 50 ; Rosa, 48 ; X..., 15, 97 ; Gérard, 70 ; R. et R., 40 ; Paris, 102, 50 ; Paul, Soutien, 30 ; Gérard M. (2°), 50 ; Rosa (3°), 100.
Total liste n° 9... 867,47 F
Total précédent... 13.535,18 F
Total général... 14.402,65 F

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP. »
1, 3 et 5, boulevard Schœssing
MARSEILLE (X^{ème})
Distribué par les N. M. P. P.

(Suite de la 1^{re} page)

tous les mouvements qui peuvent y trouver audience.

Par quel miracle la nature petite-bourgeoise des étudiants conduirait-elle les gauchistes à « l'aventure » et à la « provocation », alors que chez les adhérents de l'U.E.C. et de l'U.N.E.F.-Renouveau, elle engendrerait la passion la plus scientifique du socialisme le plus orthodoxe ? Piquet nous répondrait : parce qu'ils sont influencés par le parti de la classe ouvrière. Voyons donc dans quel sens.

Pour y voir un peu clair, ne parlons plus « idéologie », mais politique. Comment se manifeste, selon Piquet, l'influence réactionnaire chez les jeunes ? Elle vise, dit-il, « à tromper la jeunesse, à étouffer sa combativité, à l'intégrer, à la pervertir ». Fort bien. Mais est-ce donc lui dire la vérité que de lui taire, comme le fait sciemment la C.G.T., l'inévitable destruction de la force de travail par la technique et la concurrence dans la société capitaliste ? Le reproche « d'étouffer la combativité des jeunes » n'étouffe-t-il pas à son tour ceux qui, en mai-juin 1968, dénonçaient comme « provocateurs », précisément les plus combattifs d'entre eux ? « Intégrer » et « pervertir » la nouvelle génération de salariés, mais n'est-ce pas, justement, le but même des accords que la C.G.T. a signés avec le patronat en vue d'une formation professionnelle qui doit répondre aux besoins immédiats de la production et, assurant aux intéressés un échelon de salaire supplémentaire, ajourner une nouvelle catégorie à l'aristocratie ouvrière ?

Mieux vaut d'autre part ne pas parler de différences entre l'idéologie « réformiste » d'un Guy Mollet ou d'un Mitterrand et les « idées » pseudo-marxistes d'un Waldeck-Rochet qui leur réclame à grands cris un programme commun ! Sur le fond, c'est-à-dire sur le mensonge qui promet à la jeunesse bonheur et bien-être dans une société qui ne leur réserve que chômage et crise, tout ce beau monde est bien d'accord !

Les distinctions idéologiques de Piquet n'étaient donc là que pour brouiller les cartes. Oui c'est vrai, les étudiants représentent une fraction des classes moyennes. Oui, c'est l'idéologie petite-bourgeoise qui domine parmi eux. Mais la petite bourgeoisie est capable d'adopter deux attitudes à l'égard du capital : la servilité ou la révolte. Déterminer à laquelle des deux se rallient les champions universitaires du P.C.F. nous éclairera sur les raisons de sa haine du gauchisme. Chez les étudiants, la révolte a pour symbole mai et les barricades, les manifestations violentes et les « enrages ». Mais la servilité, c'est le réformisme universitaire, l'appui à Edgar Faure, la volonté de faire de l'U.N.E.F. un syndicat. C'est la revendication de « l'université pour tous », de la « sélection orientative » que Juquin, du P.C., oppose à l'orientation sélective précédemment impulsée par Fouchet... En un mot c'est la politique que le P.C.F. imprime à son U.E.C. et à son U.N.E.F.-Renouveau. S'il ne suffit pas d'être révolté pour être révolutionnaire, il faut beaucoup d'impudence pour prétendre avec Piquet qu'on peut l'être en agissant en conformiste !

Combattre le gauchisme en tant qu'aventurisme petit-bourgeois est le procédé banal du P.C.F. Il en est un plus savant et plus empoisonné parce qu'il provoque la confusion la plus pernicieuse : c'est celui de la référence implicite ou explicite à Lénine. Piquet dit que le gauchisme « spéculé sur l'impatience des couches sociales écrasées par les monopoles » ; que, « dans les périodes de progrès du mouvement démocratique et révolutionnaire, il retrouve une certaine audience, notamment chez les jeunes... » En somme, Piquet semble considérer que le gauchisme est en quelque sorte « en avance » sur le flux social ; son tort serait donc de vouloir aller trop vite, avec inconséquence et témérité, mais dans le bon sens.

La supposition n'est pas gratuite. Nous savons que, dans les cellules du P.C., les bonzes ont désormais à répondre aux questions de jeunes concernant la « modération », la « pusillanimité » du parti. Nous savons également quel usage ignoble les vieux stalinien savent faire, dans ce cas, de la brochure classique de Lénine : « La maladie infantile du communisme ». Aux yeux d'éléments inexpérimentés, incapables de situer une polémique qui doit être comprise dans son contexte historique, l'argument a un grand poids : aujourd'hui encore il s'agit d'éviter l'aventure, comme Lénine nous en avertisse il y a cinquante ans.

Le P.C.F., les jeunes et le gauchisme

Cet argument infâme, il suffit pourtant, pour le réfuter, de confronter la manière dont Lénine en usait avec ses « gauchistes » et la façon dont ses héritiers indignes traitent les leurs. Lénine disait que « l'extrémisme de gauche » était une maladie infantile du communisme, une crise de croissance, une affection bénigne ; tandis que l'opportunisme de droite était un mal mortel pour le prolétariat. Le P.C.F. actuel agit exactement en sens contraire. On peut faire « reculer le réformisme » dit Piquet grâce à « l'unité d'action à la base », à un effort idéologique », en faisant appel à la compréhension ; en un mot par une joute courtoise d'idées. Mais la « lutte contre le gauchisme », elle, « est une condition du progrès des luttes de la jeunesse et de leur insertion dans le mouvement démocratique et révolutionnaire ». Ceux qui ont tâté du service d'ordre de la C.G.T. dans les manifestations savent fort bien que le terme « lutte », dans ce cas n'a pas un sens théorique, mais se traduit en coups de poings ou de matraques.

Lénine était indulgent pour les « gauches », féroce pour les droites. Le P.C.F. d'aujourd'hui fait des courbettes à ces mêmes droites et frappe à coups redoublés sur les gauchistes.

Mais que la critique de cette explication quasi-confidentielle du gauchisme, que le P.C.F. réserve à ses jeunes adhérents déjà menacés par la contagion, ne nous écarte pas de l'argumentation générale qui, elle, est dirigée contre la tendance d'ensemble de la jeunesse actuelle, et dont la contestation politique n'est qu'une expression. S'il faut ainsi passer, pour s'y retrouver dans les astuces de Piquet, de l'aspect politique à l'aspect social du gauchisme, et vice-versa, c'est parce que le terme même permet toutes les équivoques. Entre trotskystes, maoïstes et autres « extrémistes » du même acabit d'une part, et les

communistes de gauche que Lénine tançait dans la brochure citée plus haut, il n'y a guère plus de points communs qu'il n'y en a entre les partis de la III^e Internationale défunte et leurs résidus dégénérés d'aujourd'hui. Pour être « infantiles », les communistes de gauche de 1920 n'en étaient pas moins rattachés à la meilleure tradition de cette Internationale : celle de ses deux premiers congrès. Bien différemment, les « trotskystes » d'aujourd'hui ressemblent comme programme les pires erreurs tactiques de l'I. C. sur son déclin. Quant aux maoïstes, leur culte affiché de Staline suffit à les situer comme totalement étrangers à la tradition bolchevique.

Si nous devons donc revenir avec Piquet au plan historique — « le gauchisme, dit-il, est aussi un phénomène permanent » — c'est dans une autre tradition que celle du marxisme qu'il faut situer celui-ci. En tant que tendance générale de la rébellion informelle et incohérente dont la « mutinerie » étudiante n'est que la forme la plus spectaculaire, ce n'est pas « gauchisme » qu'il faudrait nommer ce phénomène mais anarchisme. Comme l'anarchisme, il exprime la révolte de couches intermédiaires entre le capital et le prolétariat ; comme lui il se satisfait de la phrase révolutionnaire et affectionne la violence gratuite ; comme lui enfin il prétend aider la classe ouvrière à « dépasser » ses doctrines et organisations « sclérosées ». Piquet a donc beau jeu de lui rappeler que « malgré sa spécificité, la jeunesse n'est pas une classe sociale » (quitte à lui proposer plus loin de défendre « spécifiquement » ses droits et revendications propres !) et « qu'il n'y a pas d'action révolutionnaire possible dans une lutte contre le mouvement ouvrier révolutionnaire, ses organisations et son parti » (sauf, bien entendu, qu'il assimile les luttes du prolétariat à l'action défaitiste que lui imposent un parti et des direc-

tions syndicales qui le trahissent depuis un demi-siècle).

Mais si l'identification du gauchisme, comme expression contingente d'une tendance générale et historique, à l'anarchisme est correcte — et, en tout cas, toutes les attaques que Piquet dirige contre lui sont autant d'acquiescements implicites à cette thèse — c'est son affirmation générale qui est fautive lorsqu'il dit du gauchisme qu'il « retrouve une certaine audience... dans les périodes de progrès du mouvement démocratique et révolutionnaire ». C'est en réalité tout le contraire : la violence gratuite, les gesticulations minoritaires et les formules « tranche-montagnes » sont toujours apparues, dans le mouvement prolétarien, lorsque celui-ci marquait une stagnation, un recul ou n'en était qu'aux toutes premières phases d'une reprise. « L'anarchisme, disait Lénine, c'est la rançon que le prolétariat verse au capitalisme comme prix de ses défaites ». Mais il est évident que pour comprendre cela, il faut en finir avec les équivoques où se meut Piquet, il faut tordre le cou à sa formule scélérate où voisinent ces termes qui jurent entre eux : « démocratique » et « révolutionnaire ». Dans les pays capitalistes développés où il n'y a plus de révolution bourgeoise à faire, on ne peut être révolutionnaire qu'à la condition d'être l'ennemi de la démocratie bourgeoise et le partisan de la dictature du prolétariat.

Sans cette clef, impossible de s'y retrouver dans la rhétorique du rapporteur du P.C.F. qui ne manie à profusion l'adjectif « révolutionnaire » que pour ramener ou réformisme une catégorie d'âge que des conditions spécifiques, dans un contexte de pré-crise mondiale, ont amené à rompre, au moins dans le comportement, avec ce réformisme qui paralyse encore les générations aînées. Que cette rupture ne soit pas marxiste mais anarchiste, c'est la rançon actuelle du prolétariat qui, quarante

ans après l'échec de la révolution communiste mondiale, en paye toujours les « arriérés ». Cependant la dette n'est pas encore purgée que s'y superposent déjà les premiers indices de reprise prolétarienne. Telle est la véritable explication de la version présente du gauchisme comme « phénomène permanent » : c'est une catégorie de petits-bourgeois, les étudiants, qui, la première a été sensibilisée aux signes avant-coureurs de la crise du capital. Mais la « révolution à faire » est de façon évidente tellement prolétarienne que, leur révolte, ils l'expriment dans les termes marxistes, plus ou moins galvaudés, qu'ils ont pu récupérer dans les ruines politiques du communisme dégénéré. Le drame dont bénéficient les Piquet et consorts, c'est que le prolétariat, lui, en est encore aux termes réformistes et petits-bourgeois.

Jusqu'à quand, ce n'est pas ici le lieu de le déterminer. La seule chose dont on peut être sûr, c'est que les « problèmes de la jeunesse » ne se dénoueront pas selon le schéma de Piquet. Il déplore « l'anomalie » des « effectifs stagnants de la Jeunesse communiste ». Il pense que, peut-être les cercles de cette jeunesse « ne répondent pas à l'attente de jeunes dont le degré de politisation s'est beaucoup élevé » (beau constat de carence pour un parti qui se prétend dépositaire de la théorie scientifique du prolétariat !) et il propose... « d'organiser une école par correspondance permettant à des milliers de jeunes d'apprendre les fondements du marxisme ! »

Ces vœux de Piquet contiennent déjà l'échec de l'objectif qu'il vise : comme celles qui l'ont précédée, la jeunesse révolutionnaire apprendra le marxisme, non pas dans les livres (par surcroît falsifiés comme ceux du P.C.) mais dans la lutte du prolétariat, lorsque celui-ci aura enfin répudié le carcan du réformisme. Ce que nous dit Piquet des avatars des champions du P.C.F. parmi les jeunes nous fait augurer que les plus combattifs d'entre eux, sur ce point au moins, sont en voie d'accomplir un pas irréversible.

Il n'y a pas de "solution de rechange" à la lutte des classes !

M. Couve de Murville a parlé récemment (voir "Le Monde" du 3 octobre 1969) de sa conception de la participation, qui est, a-t-il dit, celle du général de Gaulle : « Elle consiste en une solution de rechange à la lutte des classes proposée par les marxistes. » Proposée par les marxistes ? Allons donc ! Que M. le Président nous permette d'éclairer sa lanterne : les marxistes ne « proposent rien du tout » et encore moins la lutte des classes ! C'est Marx lui-même qui, dans un résumé saisissant, s'est expliqué sur ce point (lettre à Weydemeyer du 5 mars 1852) :

« En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois ont décrit le développement historique de cette lutte des classes, et des économistes bourgeois en ont expliqué l'anatomie économique. Ce que je fais de nouveau, ce fut 1) de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases du développement historique de la production ; 2) que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes. » (Cité par Lénine dans "L'Etat et la Révolution").

Si le marxisme "proposait" quoi que ce soit, il ne serait qu'un "système" philosophique comme tant d'autres. Mais il procède tout autrement ; il analyse jusqu'au bout le cours objectif de l'histoire et en dégage les lignes de force. Et c'est parce que la lutte des classes est une réalité historique et qu'elle pousse objectivement à la dictature du prolétariat qu'il seule peut s'attaquer à ses causes, que le marxisme est la doctrine et la praxis du prolétariat.

Qu'un homme d'Etat bourgeois ne puisse comprendre cela n'est que trop évident. Dans sa phase ascendante, la bourgeoisie pouvait reconnaître et admettre l'existence de la lutte des classes (mais non pas, évidemment, son aboutissement inévitable, la dictature du prolétariat). Dans sa phase de pourrissement, alors que toutes les contradictions du capitalisme s'exaspèrent, elle cherche désespérément à empêcher la lutte des classes. Et c'est alors que la bourgeoisie propose des "solutions de rechange" à la lutte des classes : pourquoi se battre, il n'y a qu'à s'entendre ! Nyaka !

Et là nous devons lui dire, malgré tout le respect que nous lui devons, que la conception du général de Gaulle n'est pas originale pour un sou. Toutes les

bourgeoisies se trouvent devant le même problème, et à des variantes locales et des différences de nom près, elles essayent toutes de le résoudre de la même façon : le fascio de Mussolini, le socialisme national, la révolution nationale, la co-gestion des sociaux-démocrates allemands, le bloc des quatre classes de Mao, la démocratie populaire aussi bien que le capitalisme populaire ou la participation, l'union de tout le peuple ou le socialisme démocratique, toutes ces étiquettes recouvrent la même tentative d'empêcher la lutte des classes.

Loin de nous la pensée de "reprocher" cette tentative à la bourgeoisie ; son instinct de conservation de classe l'y oblige, et après une défaite historique du prolétariat elle peut même réussir temporairement.

Les 40 heures dans 40 ans !

(Suite de la 1^{re} page)

40 heures était probablement prématurée ». Merci de nous apprendre que pour le patronat elle est toujours prématurée trente ans après. Et si nous attendons qu'elle soit mûre pour les bourgeois nous ne sommes pas à la veille de l'obtenir : « Si tout continue à aller au plus vite en matière technique et économique, il y faudrait une bonne quarantaine d'années ». Nous voilà prévenus !

« 40 heures payées 45, ajoute Fourastié, tout le monde a compris que ce serait un paiement en monnaie de singe, car pour maintenir le pouvoir d'achat d'une nation qui réduit du jour au lendemain de 10 % son travail de production il faudrait en effet augmenter brutalement et dans des proportions considérables la productivité de ce travail ». Cet économiste à la manque ne fait même pas de différence entre le Produit National Brut (pour parler son langage) c'est-à-dire l'ensemble des valeurs produites pendant un an et le pouvoir d'achat,

c'est-à-dire l'ensemble des salaires versés dans l'année. S'ils sont égaux, qu'on nous explique où se cache le profit, puisqu'à la valeur produite correspondrait une valeur distribuée identique. Mais nous savons bien que le salaire n'est pas la contrepartie de tout le travail et que le travail non payé, la plus-value, est la source du profit. En une journée l'ouvrier produit beaucoup plus de valeur qu'on ne lui en verse en salaire. S'il produisait autant en 40 heures qu'en 45, la plus-value ne diminuerait pas et le profit non plus. Si au contraire il n'y a pas intensification au travail la production baisse et, comme les salaires sont restés les mêmes, c'est la part du travail non payé — la part du patron — qui diminue d'autant.

Ainsi la revendication des 40 heures n'est pas incompatible avec la lutte contre l'intensification du travail et pour une augmentation massive et non hiérarchisée des salaires mais elle la complète. Le C.N.P.F. nous promet les 40 heures pour dans 40 ans. Sachons les lui imposer bien avant !

Mais que dire des gens qui se disent "socialistes" ou "communistes", qui parfois se revendiquent de Marx, et qui eux aussi s'acharnent à proposer des solutions de rechange à la lutte des classes ? Tous les gens qui proposent de "résoudre" la lutte des classes dans une démocratie populaire, ou rénovée, ou véritable, ou ouvrière, ou progressiste, ou avancée, ou tout ce qu'ils voudront, des marxistes, ça ? Laissons Lénine leur répondre :

« Celui-là seul est un marxiste » te qui étend la reconnaissance » ce de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. C'est ce qui distingue fondamentalement le marxiste du vulgaire petit » (et aussi du grand) bourgeois. C'est avec cette pierre » de touche qu'il faut éprouver » la compréhension et la reconnaissance » efficaces du » marxisme. » ("L'Etat et la Révolution").

Et pendant que les bourgeois grands et petits discutent entre eux pour trouver la meilleure "solution de rechange" à la lutte des classes, nous communistes, nous disons aux prolétaires : La bourgeoisie peut réussir à vous écraser, elle peut parvenir à corrompre vos organisations, elle peut étouffer pour un temps la lutte des classes, mais elle NE PEUT PAS surmonter les contradictions de son économie et, INEVITABLEMENT, la lutte des classes éclatera avec une violence encore plus grande. Cette lutte est une réalité OBJECTIVE, toute tentative de la fuir ne fait que prolonger les souffrances de l'humanité. Il faut prendre conscience de cette réalité et l'accepter hardiment. Il faut mener une lutte implacable contre tous ceux qui veulent vous en détourner. Il faut vous organiser sur la base des positions communistes pour que la prochaine grande convulsion sociale se termine par votre victoire, par la dictature du prolétariat.